



UFROS ACTU

L'actualité des retraités des organismes sociaux

Spécial FRONT POPULAIRE

Il est minuit moins une

Le traumatisme sorti des urnes le 9 juin dernier, conjugué avec, dans la foulée, la décision insensée du Président Macron de dissoudre l'Assemblée Nationale précipite le risque de voir l'extrême droite au Pouvoir dans notre pays. Face à cette situation, la CGT ne peut se résoudre à l'inacceptable et de suite a pris toutes ses responsabilités comme en 1936. En appelant dès le lendemain de l'élection aux rassemblements de toutes les forces progressistes disponibles pour faire front populaire face à la menace immédiate que fait peser cette situation sur le pays, sur les droits sociaux, les droits des femmes et sur l'activité syndicale. Depuis des années, les politiques successives de destruction des conquies des travailleurs, de régressions sociales ont conduit à cette situation et Macron porte une lourde responsabilité dans le risque d'accession au pouvoir de l'extrême droite par ses alliés du grand capital.

La CGT ne cesse et ne cessera de dénoncer l'imposture sociale du Rassemblement National dont les élus ont voté, comme les Républicains avec le parti présidentiel, contre l'augmentation du SMIC, contre l'indexation des salaires sur l'inflation, contre le blocage des prix des produits de première nécessité, contre la revalorisation des petites retraites, contre le gel des prix des loyers... Et maintenant, le Rassemblement National annonce qu'il ne reviendra pas sur la réforme des retraites, contrairement aux propos tenus durant la campagne des européennes.

Partout dans le pays, la riposte s'organise avec les grandes manifestations unitaires des 15 et 16 juin, et avec les appels à la grève dans de nombreux secteurs professionnels les 20 et 27 juin et les appels à la grève dans les entreprises pour porter haut et fort les revendications du monde du travail.

Les retraités, tout comme les actifs, feront front pour le progrès social.

L'UFROS CGT appelle les retraités à ne pas céder à la fatalité, à se rassembler, à s'organiser, à mener la bataille des idées, à mettre au grand jour l'imposture sociale du Rassemblement National, à investir les lieux de vie, les marchés et autres lieux publics, y compris jusqu'aux portes des entreprises aux côtés des actifs et des équipes de campagne.

L'UFROS CGT appelle à porter haut et fort les revendications des retraités, l'ambition du 100% Sécu, la revalorisation des pensions et retraites, la reconquête des services publics.

L'UFROS CGT invite ses syndiqués à mettre en débat et à poser la question systématiquement dans toutes les manifestations du renforcement de notre organisation syndicale.

Saisissons-nous des quelques jours qui nous sépare du 1er tour pour une nouvelle page de notre histoire sociale, et ouvrir de nouvelles perspectives pour les salariés et retraités et privés d'emplois.

L'UFROS CGT appelle ses adhérents à se saisir du seul bulletin de vote qui portera le nom des candidats identifiés « Nouveau front Populaire ».

Les 30 juin et 7 juillet : Faisons Front Populaire.

Le BUREAU de l'UFROS



UFROS CGT

Union Fédérale des Retraités des Organismes Sociaux CGT
- 263, rue de Paris - Case 536 - 93515 Montreuil Cedex - Tél : 01 55 82 87 11 -
ufros@orgasociaux.cgt.fr - www.orgasociaux.cgt.fr



FACE A L'EXTRÊME-DROITE LE FRONT POPULAIRE

L'extrême droite est l'ennemi des travailleurs, ils ont voté :

- Contre l'augmentation du SMIC
- Contre l'indexation des salaires sur l'inflation
- Contre le blocage des prix des produits de première nécessité
- Contre la revalorisation des petites retraites
- Contre le gel des prix des loyers
- Contre l'augmentation des hébergements d'urgence
- Contre le rétablissement de l'ISF
- Contre la taxe sur les superprofits
- Contre la taxe sur les revenus supérieur à 3 millions d'euros
- Contre un milliard d'euros à la lutte contre les violences faites aux femmes
- Pour la fin des droits au chômage après abandon de poste
- Pour la fin des allocations chômage pour les employés refusant un CDI à la fin de leur CDD
- Pour la hausse de la défiscalisation des heures supplémentaires
- Pour limiter le droit de vote des travailleurs précaires aux élections professionnelles



L'extrême droite combat les droits des travailleuses, travailleurs, des privé-es d'emploi et des retraité-es. C'est une mouvance politique anti-démocratique aux "racines racistes et fascistes" et qui a toujours été du côté des puissants de ce monde et non du peuple.





Déclaration du CCN

Il est minuit moins une La CGT met toutes ses forces dans la bataille pour ouvrir des perspectives de progrès

Le comité confédéral national (CCN) de la CGT s'est réuni ce mardi 18 juin 2024 pour examiner la situation inédite dans laquelle se trouve le pays suite à la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale et d'organiser des élections législatives les 30 juin et 7 juillet.

L'extrême droite est en situation d'accéder au pouvoir pour la première fois de l'histoire de notre République -à l'exception de la période du régime de Vichy-. Elle pourrait ainsi disposer des très larges pouvoirs que confère la constitution de la 5^e république et s'en servir pour remettre en cause tous les garde-fous démocratiques : les médias, la justice, les organisations syndicales et la société civile, et ainsi préparer son arrivée à l'Élysée en 2027. Son projet repose toujours sur la préférence nationale, avec des travailleuses et des travailleurs qui n'auraient plus les mêmes droits en fonction de leur nationalité voire de leur origine. Pour le monde du travail, les changements de pieds incessants du RN démontrent son imposture sociale. Jamais il n'affrontera le patronat, jamais il n'abrogera la réforme des retraites. Il a toujours refusé d'augmenter les salaires et les cotisations sociales. Cette élection a aussi un impact mondial : la France est la 7^e puissance mondiale, membre du conseil de sécurité de l'ONU, membre fondateur de l'union européenne. L'arrivée de l'extrême droite au pouvoir en France aurait donc un impact sur les autres travailleurs et travailleuses du monde.

Notre République et notre démocratie sont en danger. Les droits sociaux et les libertés syndicales sont menacés. Dès lundi 10 juin, la CGT a pris toutes ses responsabilités en appelant à la mobilisation immédiate, à la constitution d'un front populaire et en participant à une réunion intersyndicale le soir même. L'intersyndicale a appelé à de grandes manifestations qui ont rassemblé 680 000 personnes ce week-end. Plus de 800 000 personnes se sont mobilisées depuis dimanche 9 juin.

Cette pression populaire a permis de gagner l'unité de la gauche sur un programme de rupture avec le néolibéralisme et le fascisme reprenant les 10 exigences de l'intersyndicale et de nombreuses revendications de la CGT.

Au vu de la gravité de la situation, le CCN considère que la cgt doit prendre ses responsabilités. Le CCN considère que le programme du nouveau front populaire est celui qui répond le mieux aux attentes et aspirations des travailleuses et des travailleurs et qui ouvre le plus de possibilités de mobilisations gagnantes. La CGT appelle les salariés, retraités et privés d'emploi à aller voter le plus nombreux et nombreuses possible les 30 juin et 7 juillet pour le programme du nouveau front populaire. La CGT mettra tout en œuvre pour faire barrage à l'extrême droite.

Face à un patronat déterminé à ne rien céder de ses richesses et de son pouvoir, seule la mobilisation populaire permettra de changer le rapport de force. La CGT appelle donc les salarié.e.s et les retraité.e.s à continuer à se mobiliser partout, et notamment le dimanche 23

juin prochain à l'appel des organisations féministes et syndicales. Les jeudi 20 et 27 juin, la CGT appelle les travailleuses et les travailleurs à multiplier les actions de grève sur leurs lieux de travail pour faire aboutir leurs revendications.

Dès le lendemain du second tour, la lutte sociale continuera et la CGT y consacrera toutes ses forces pour gagner sur ses revendications.

Rien n'est écrit d'avance !

Montreuil, le 18 juin 2024

Vie nouvelle

MAGAZINE DE L'UNION CONFÉDÉRALE DES RETRAITÉS CGT

Unis autour du Nouveau Front populaire

Disons-le tout net: l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite en France serait une catastrophe pour les salariés et les retraités, pour la démocratie et les libertés. Le Rassemblement national et ses amis mentent sur le pouvoir d'achat, les salaires et les retraites. Tous leurs votes à l'Assemblée nationale et au Parlement européen confirment leur imposture sociale et électoraliste.

Sur la réforme des retraites? Total changement de discours ces derniers jours. Sur le service public de l'audiovisuel? Privatisation annoncée. Salaires et retraites? Silence révélateur.

« Essayer », attention danger

« Essayer » l'extrême droite, c'est un saut vers une société funeste pour les libertés et l'unité de la Nation. « Essayer », c'est ouvrir la maison France à l'aventure, au capitalisme sous une forme encore plus sauvage. « Essayer », c'est banaliser le racisme, attiser la haine de l'autre parce que différent. « Essayer », c'est prendre le risque que les forces de l'extrême droite s'installent durablement dans notre pays.

Sursaut indispensable

Un sursaut démocratique et social s'impose dans un combat relevant de l'Histoire, avec un grand H. On ne



peut pas tergiverser. Il faut se réunir, se parler, en acceptant nos différences. Agir, très vite, en se fixant sur l'essentiel qui relève, aujourd'hui, de l'immédiate action pour protéger la République et les conquêtes sociales déjà bien mises à mal. La France a su, lors d'autres moments tragiques, résister et gagner. Ce temps est revenu.

Contre l'obscurantisme

Les partis de gauche annoncent un « nouveau front populaire ». Il doit

s'élargir à toutes les forces syndicales, associatives, culturelles, en intégrant largement, sans rejeter quiconque. Argumenter, convaincre: la CGT-Retraité, fidèle à son histoire, à ses engagements progressistes jamais démentis, prend toute sa place dans ce mouvement contre l'obscurantisme, pour une France démocratique et sociale. Pas un moment d'hésitation. Pas un moment d'attente. Rassemblez-vous pour empêcher l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Vite, donnons chair au Nouveau Front populaire. □

Ce que l'extrême droite ne dit pas



MIGRATION ET SÉCURITÉ

Vous avez dit migrants?

Notre société en a besoin, comme hier. Ils concourent à la production des richesses. Sans eux, notre économie serait dans un pire état qu'elle ne l'est déjà. La dernière loi sur l'immigration est à la fois une atteinte aux droits humains et un non-sens économique. Donnons des droits aux migrants pour lutter contre l'esclavagisme et les pratiques mafieuses.

Vous avez dit sécurité?

Tout citoyen a droit à la sûreté de son existence. L'État doit lui garantir ce droit. La sécurité est l'outil qui garantit cette sûreté. Revalorisons les métiers de la police. Leur but doit être la protection des citoyens contre toutes les formes de violence et non la répression contre la liberté d'expression et le mouvement social.

Fondé en 1972 par des néo-fascistes, d'anciens collabos et un clan politique antidémocratique, ce parti, ex Front national, est en rupture totale avec notre Constitution qui pose l'égalité de toutes et tous, sans discrimination d'origine, de croyance, de sexe ou de genre.

Il s'invente une image destinée à gommer son héritage fasciste, se présentant comme une alternative sociale et antisystème. Ce n'est qu'un camouflage grossier et pernicieux! Les votes des élus RN à l'Assemblée nationale montrent le contraire. Ce parti n'est que haine et mensonge, pour mieux masquer un soutien indéfectible aux riches et aux puissants. Le RN est dangereux pour la démocratie, dangereux pour les salariés et les retraités.

Le RN a voté contre :

- le Smic à 1 500 € et l'indexation des salaires et des retraites sur l'inflation,
- le blocage des prix sur les produits de première nécessité,

- le gel des loyers et la majoration des APL,
- la gratuité des cantines et fournitures scolaires pour les plus modestes,
- la dotation d'un milliard pour lutter contre les violences faites aux femmes,
- l'augmentation des moyens alloués aux hôpitaux et aux universités,
- la lutte contre les inégalités,
- le rétablissement de l'impôt sur la fortune,
- une taxe sur les superprofits et les revenus supérieurs à 3 millions d'euros,
- des moyens supplémentaires pour lutter contre la fraude fiscale,
- une augmentation de la TVA sur les produits de luxe.

Le RN a voté pour :

- une réduction drastique de l'ensemble des droits au chômage,
- l'interdiction de la présence des étrangers dans les instances représentatives des entreprises,
- la suppression de la redevance de l'audiovisuel,

- une baisse des impôts de production pour les entreprises.

Alors que l'origine d'un Français sur trois est liée à l'immigration, la haine que cultive le RN n'apporte aucune solution aux inégalités sociales dont est victime le monde du travail. En répandant la violence, il ne fait que porter atteinte aux libertés, mettre au pas la justice et la presse, et réduire les droits des femmes, des hommes et des minorités. □



Ce qui doit changer notre vie

Les candidats du Nouveau Front populaire aux élections législatives des 30 juin et 7 juillet ont annoncé leur programme et les mesures d'urgence auxquelles ils s'engagent. Cela va dans le sens des revendications de la Cgt et, au-delà, de l'intersyndicale et des mouvements associatifs et populaires. Changer durablement la vie des Français passe par une construction collective permanente.

Les cinq axes urgents :

- revalorisation des salaires, des pensions et des minima sociaux,
- abrogation de la réforme des retraites,
- annulation de la réforme de l'assurance chômage,
- investissements dans les services publics (éducation, santé, transports, énergie, etc.) à la hauteur des enjeux sociaux et environnementaux,
- abrogation de la loi sur l'immigration.

Ces cinq urgences peuvent être enrichies par l'égalité salariale femmes-hommes, la garantie de la liberté d'expression en remettant en cause la pression des groupes influenceurs dont le but n'est pas d'informer mais de tromper les gens, la garantie et le développement de ce que nous appelons l'exception culturelle française qui doit permettre aux artistes et créateurs de vivre décemment de leur travail.

Exigeons de nouveaux droits pour le monde du travail et ses représentants syndicaux et associatifs, dans les entre-

prises et les territoires. Redonnons des couleurs à la Sécurité sociale et aux mutuelles, dans un nouveau rapport vertueux de collaboration, à un moment où elles sont fragilisées par les assurances privées dont le but est de casser les principes de la solidarité collective.

Si nous ne sommes pas vigilants, l'expérience nous prouve que les mesures qui pourraient être prises en faveur du monde du travail et des retraités seraient rapidement remises en cause par la pression des barons de la finance. D'où la nécessité de faire bouger les lignes en allant au bout de l'alternative aux règles d'un libéralisme « décomplexé » qui a dévoyé l'argent public.

Reprendre en main l'économie du pays

Comme le dit Sophie Binet dans une interview à *l'Humanité*, nous pourrions y arriver en dégageant « un horizon lisible pour le monde du travail, (...) la priorité étant une loi sur la souveraineté industrielle pour reprendre en main l'économie du pays (...) et la mise en place d'une Sécurité sociale professionnelle et environnementale pour sortir du chantage à l'emploi et pour dépasser les contradictions entre le social et l'environnemental ».

La Cgt compte bien jouer son rôle de contre-pouvoir, les retraités étant particulièrement concernés. En effet, toute revendication gagnante, quel que soit le secteur, leur permettra de mieux vivre dans un monde où la solidarité doit l'emporter sur l'égoïsme producteur de violence et de désespoir. □

MOBILISATION GÉNÉRALE !

Les retraité-es CGT soutiennent le Nouveau Front populaire

Pour éviter le pire : l'extrême droite au pouvoir

- Plus libéral encore que Macron pour les très riches
- Le racisme et la haine du voisin, du collègue immigré
- Les tensions et l'insécurité dans les quartiers et les campagnes

Pour une meilleure retraite avec le programme du Nouveau Front populaire

- Des pensions revalorisées
- Un système de santé à la mesure de nos besoins
- Des services publics de proximité renforcés

L'espoir a changé de camp

Les 30 juin et 7 juillet, nous pouvons choisir de vivre mieux

Ensemble,
faisons le Front populaire !

la
cgt
retraité-es

263, rue de Paris - 93515 Montreuil // © ABONNEMENTS 01 55 82 83 83 ou 83 82 / RÉDACTION 01 55 82 83 81 / Fax: 01 55 82 83 75

Mail: viennouvelle@ucr.cgt.fr / Site: www.ucr.cgt.fr / Société éditrice: Union confédérale des retraités Cgt

Vie nouvelle

DIRECTION Directrice de publication: Catherine Tran-Phung Cau. **Administratrice:** Catherine Petit. **RÉDACTION Directrice:** Brigitte Yvray. **Secrétaire de rédaction:** Corinne Scheidt. **Comité de rédaction:** Yolande Bachelier, Patrick Brechotteau, Pierre Corneloup, José Fort, Yvon Huet, Gérard Le Puill, Amélie Meffre, Hélène Salaün, Pascal Santoni, Michel Scheidt, Brigitte Yvray. **Rédactrice graphiste:** Madiana Caldeira. **Photographe:** Alloua Sayad. **PROMOTION/DIFFUSION Directeur:** Jacques Verdon.

Assistante de direction: Nathalie Lohéziec. **FINANCES Directrice:** Monique Mouhat. **PUBLICITÉ Audience créative:** 01 49 22 74 38.

IMPRESSION Rivet P.E. 24, rue Claude-Henri-Gorceix - 87022 Limoges cedex 9. Tél.: 05 55 04 49 50. RCS Limoges B 405 377 979. **Commission paritaire** 0628 S 06523 Dépôt légal à parution.

Origine du papier: Autriche. **Certification de fibres utilisées:** PEFC. **Taux de fibres recyclées:** 30 à 40 %. **Eutrophisation:** Prot 0,007 kg/tonne de papier.

Abonnement annuel: 6 numéros - Individuel: 20 € • Syndical: 18,50 €. Chèques libellés à l'ordre de Vie nouvelle.

Hors-série distribué à tous les abonnés.

Travail exécuté par des syndiqués Cgt.

